



Éditorial

juin 2011

Jamais, au cours de ces dernières décennies, le malaise et le mécontentement provoqués par le modèle politico-économique existant au Chili n'a été aussi grand que ces jours-ci.

Contestation à l'agression contre l'environnement représenté par Hydroaysen.

Grève pour de meilleures conditions de travail à la mine du "Teniente", interminables conflits dans les communautés mapuche, etc. Pour terminer, un vaste et large mouvement de protestation parmi les étudiants.

Nous pourrions interpréter cet enchaînement contestataire de deux manières différentes. Il pourrait être le produit d'une planification organisée par l'opposition au gouvernement actuel, et par conséquent, manquant de légitimité et ne correspondant pas à la véritable situation du pays. En absence d'une véritable opposition, cette explication n'est pas crédible. La deuxième manière de comprendre la réalité actuelle est d'imaginer que c'est bien la globalité du modèle politique de domination qui "prend l'eau de tous les côtés".

Ceci va bien au delà des partis politiques, qui selon toutes les

enquêtes manquent de représentativité; ceci va au delà de l'influence de l'église catholique, à présent érodée et déconsidérée par toute une série de scandales...

Quel chemin reste-il à la collectivité citoyenne et surtout à ses secteurs les plus jeunes quand tous les chemins et canaux pour s'exprimer apparaissent délégitimés ou paralysés, sans poids réel dans le dialogue national ?

Aujourd'hui plus que jamais notre pays a besoin de façon urgente d'un autre modèle politique, un modèle bâti autour d'une Constituante et d'une Nouvelle République. En accumulant la force nécessaire à ce combat, les Chiliens devront faire ce qu'ont fait les Tunisiens, les Egyptiens, les Yéménites, les Syriens..., faire ce qui sont en train de faire les jeunes Espagnols et les jeunes Grecs à la Puerta del Sol ou au centre d'Athènes : crier BASTA! S'organiser et jeter les bases de cette nouvelle société que nous appelons de nos vœux.  
***Dehors les élites économiques politicardes et malveillantes !!  
Dégagez le plancher pour que nous fassions entrer l'avenir, le notre, celui de tous !!***



Association d'Ex Prisonniers Politiques Chiliens (France)

c/o CIMADE 64, rue de Clisson – 75013 Paris, courriel : [aexppfrance@hotmail.com](mailto:aexppfrance@hotmail.com)

Site internet : [www.chiliveriteetmemoire.org](http://www.chiliveriteetmemoire.org) ou [www.chileverdady memoria.org](http://www.chileverdady memoria.org)



## Lutter contre l'impunité - Devoir de mémoire - Soutien aux luttes pour les droits humains – Dénonciation permanente du cadre constitutionnel Pinochetiste

### Le Chili a commencé à dire Basta !

Par Nanette Liberona \*

Beaucoup se demandent pourquoi, actuellement au Chili, il y a un mouvement si important pour l'environnement. Je vais essayer d'expliquer cette réaction spontanée, qui, à mon avis, n'est qu'un cumul de mécontentements.

En premier point, il faudrait comprendre qu'il ne s'agit pas de manifestations écologistes, même si des ONG écologiques les ont convoquées. Les milliers de manifestants qui sont sortis dans la rue au mois de mai 2011, dans différentes villes du Chili, ne sont pas que des manifestants « écolos ». Une grande partie est sortie pour exprimer son refus de la façon dont le projet HidroAysén a été approuvé : l'exercice du pouvoir des entreprises dans la prise de position du gouvernement, les conflits d'intérêts de certains membres de la COREMA (Commission Régionale de l'Environnement) de Aysén -qui d'ailleurs ne sont pas des techniciens de l'environnement, mais des hommes politiques désignés par les Ministres de Piñera- et la façon dont on a ignoré et méprisé l'avis de la population. Un autre élément qui a motivé les personnes à sortir dans la rue a été la position intransigeante du gouvernement qui n'a pas arrêté de dire que « *le Chili a besoin d'HidroAysén* », alors que plusieurs études scientifiques affirment le contraire. Roberto Román, académicien du département d'ingénierie mécanique de la faculté de sciences physiques et mathématiques de l'Université du Chili a démenti le besoin de dupliquer la matrice énergétique pour 2020, car il affirme que depuis l'an 2000, la demande d'énergie a eu tendance à décroître et les projets énergétiques déjà approuvés au Chili dépassent largement la demande.

En deuxième point, pour comprendre l'adhésion des milliers de personnes à ces manifestations, il faudrait examiner la situation socio-économique et environnementale, région par région et nous verrons que ceci répond plutôt à un ras-le-bol généralisé du modèle de développement imposé depuis la dictature de Pinochet et ratifié par les gouvernements civils qui lui ont succédé. Modèle basé sur l'extraction et l'exploitation des ressources naturelles, converties en biens de consommation au profit des entreprises. Les autorités insistent : « *il faut générer de l'énergie pour atteindre le niveau de croissance qu'il nous faut pour devenir un pays développé* ». Mais les manifestants s'y opposent. Pourquoi ? Il faut voir ce que ce modèle de développement a provoqué. Par exemple à Aysén, à San Antonio ou à Iquique, les pêcheurs artisanaux et leurs familles sont appauvris à cause de l'essor de la pêche industrielle qui -avec les bateaux-usine- s'emparent de toutes les ressources de la mer, détruisant en même temps les fonds marins. Des « laissés pour compte » qui n'ont pas de sécurité sociale, souvent pas d'hôpital à proximité, des écoles sans ressources et des jeunes attrapés par la drogue et la délinquance. À San Antonio, le chômage s'élève à 14,2% depuis que le port a été transféré par l'État à une entreprise privée. Ceci a permis la fermeture de la plage de Llolleo puis l'installation de conteneurs de 15 m de hauteur à quelques mètres des maisons des voisins. Dans les Xe, XIe et XIIe région, d'autres ont été illusionnés par l'industrie du saumon. Avec des capitaux norvégiens, espagnols, hollandais et chiliens, cette industrie a dévasté les écosystèmes marins, polluant de vastes superficies et faisant faillite définitivement en 2008. De nombreux abus envers les travailleurs ont été constatés, mais le plus grand impact a été le chômage lorsque cette industrie est partie. En revanche, elle a bénéficié des prêts qui n'ont pas été payés par les entreprises, mais assumés par les banques qui sont devenues propriétaires de « barrios salmoneros », c'est-à-dire d'immenses extensions de mer. C'est ce qu'on a appelé la « Privatisation de la Mer », signée sous le mandat de Bachelet qui a réformé la Loi de Pêche et Aquaculture le 10 mars 2010.

Mais cet épisode n'a pas été le premier, la privatisation de l'eau remonte au mandat de Aylwin qui a permis à ENDESA de devenir propriétaire de 80% des droits d'eau de tout le pays. Cette multinationale espagnole et italienne (filiale de ENE), actuellement à la tête du projet HidroAysén à côté de COLBÚN, a construit des barrages sur le fleuve Bio-bio sous Frei, attendant aux droits du peuple originaire Mapuche. ENDESA est aussi propriétaire de plusieurs Centrales Thermoélectriques et a un autre projet

**Association d'Ex Prisonniers Politiques Chiliens (France)**

c/o CIMADE 64, rue de Clisson – 75013 Paris, courriel : [aexppfrance@hotmail.com](mailto:aexppfrance@hotmail.com)

Site internet : [www.chiliveriteetmemoire.org](http://www.chiliveriteetmemoire.org) ou [www.chileverdady memoria.org](http://www.chileverdady memoria.org)



## **Lutter contre l'impunité - Devoir de mémoire - Soutien aux luttes pour les droits humains – Dénonciation permanente du cadre constitutionnel Pinochetiste**

de barrage qui interviendrait sur la rivière San Pedro dans la commune de Panguipulli où des communautés, aussi bien chiliennes que mapuches, s'opposent fermement à sa construction.

COLBÚN appartient au groupe Matte qui a tiré ses richesses principalement de l'entreprise forestière, connue par l'exploitation des terres mapuches, provoquant l'intervention la plus violente et militarisée du Chili depuis la fin de la dictature. Ce qu'on connaît moins bien ce sont les conséquences de cette industrie qui a endommagé et asséché les terres par la contamination et l'usage indiscriminé de l'eau, mettant en péril le bassin versant de Valdivia.

La contamination et la déviation des cours d'eau est une constante dans l'exploitation minière. Dans le nord et le centre du pays, il est possible d'observer les effets de cette industrie : de nombreuses villes et villages ne peuvent plus utiliser les affluents pour leurs activités agricoles, générant chômage, pauvreté et migration. La population est atteinte de maladies provoquées par l'ingestion et l'inhalation de métaux lourds et autres déchets toxiques. Un des exemples emblématiques est le « tranque El Mauro », bassin de déchets toxiques le plus dangereux du Chili, situé à quelques dizaines de km de Caimanes, communauté rurale de la IVe région. Il sert à la mine Los Pelambres du groupe Luksic (la première fortune du Chili) et est le troisième plus grand au monde et le premier en Amérique latine. Et le projet Pascua Lama, dans la IIIe région, qui peut nous donner une idée du pouvoir de l'industrie minière, car il a permis la signature d'un accord bilatéral avec l'Argentine (Tratado Minero de 1997-2001), qui a mis dans les mains des multinationales minières un territoire de 100 km de largeur tout le long de la frontière entre les deux pays dans les hauts sommets des Andes. Un vrai attentat à la souveraineté nationale effectué pendant l'administration de Lagos. Pour finir, les Centrales Thermoélectriques à charbon installées à Tocopilla, Ventanas, Puchuncavi, Coronel et Lota provoquent des maladies respiratoires, digestives, des atteintes à la vision, au système nerveux, des cancers de la peau, des inflammations, en plus des dégâts aux maisons des habitants qui aujourd'hui se trouvent menacées par de nouveaux projets, approuvés pendant Bachelet. À cela s'ajoute l'approbation en 2011 des Centrales Castilla, Patache et Pacifico, malgré les nombreuses et importantes mobilisations de la société civile qui ont eu comme seule réponse gouvernementale la répression de la Police.

Pour finir, il faudrait dire que tous ces conflits ont une même origine : la privatisation de l'eau (Réforme du Code des eaux en 1981) et de la mer pour l'extraction et l'exploitation indiscriminée de ressources. C'est pourquoi aujourd'hui une grande partie de la population chilienne a dit : Basta ! Pour beaucoup c'est la destruction de la Patagonie, car il s'agit d'une réserve naturelle d'eau douce pour la planète. Mais HidroAysén dépend aussi de l'approbation d'un projet pour transporter l'énergie produite, ce qui signifie la construction d'une ligne de transmission avec des tours de haute tension qui traverseraient 9 régions du pays. C'est trop. HidroAysén a permis que les Chiliens se demandent : A-t-on besoin de toute cette énergie ? Pourquoi faire ? Et la réponse est simple : Non, on ne veut plus offrir les biens communs de tous les Chiliens aux riches du monde, ni que la population assume les coûts de ce qu'ils appellent « le progrès ». La population a répondu qu'il faut changer le modèle dévastateur et que les gouvernements commencent à écouter les demandes populaires.

\* Nanette Liberona Concha, anthropologue, coordinatrice du Réseau des Medias des Peuples du Chili. (Red de Medios de los Pueblos de Chile - RMP) et représentant de la communauté des Caimanes en France (de la comunidad de Caimanes en Francia).

**Association d'Ex Prisonniers Politiques Chiliens (France)**

c/o CIMADE 64, rue de Clisson – 75013 Paris, courriel : [aexppfrance@hotmail.com](mailto:aexppfrance@hotmail.com)

Site internet : [www.chiliveriteetmemoire.org](http://www.chiliveriteetmemoire.org) ou [www.chileverdady memoria.org](http://www.chileverdady memoria.org)



## Lutter contre l'impunité - Devoir de mémoire - Soutien aux luttes pour les droits humains – Dénonciation permanente du cadre constitutionnel Pinochetiste

### Le néo-pinochetisme est de retour

Un énorme procès judiciaire vient de s'achever, à l'issue duquel 4 prisonniers politiques Mapuches ont été condamnés à 14 et 8 ans de prison ferme après avoir passé 2 ans en prison « préventive », ils ont accusés de délits terroristes par « vol de bois avec intimidation » et « tentative d'homicide frustré » à l'égard d'un procureur.

Tout le jugement oral de Cañete (pendant 3 mois), qui touchait à 17 « comuneros », dont l'instruction du procès s'est faite en application de la loi antiterroriste, à l'aide des « témoins sans visage » et inaccessibles par les avocats de la défense, a bien montré la partialité de la justice chilienne, incapable de garantir l'égalité devant la loi et d'assurer un jugement juste.

Le 22 mars dernier, 2 juges sur 3, se sont prononcés pour des peines de 25 ans pour Héctor Llaitul et 20 ans pour José Huenuche, Jonathan Huillical et Ramon Llanquileo. Immédiatement après, les avocats de la défense ont présenté un recours en nullité du procès auprès de la Cour Suprême, ce qui a été accueilli favorablement. Néanmoins, le 3 juin, cette Cour, à l'unanimité, a prononcé des peines de 14 et 8 ans à l'encontre de 4 dirigeants de la CAM (Coordination Mapuche Arauco-Malleco) alors que 13 « comuneros » avaient été absouts, libérés avant, en ayant les mêmes chefs d'accusation liés à la maudite loi antiterroriste issue directement de la dictature de Pinochet.

L'attitude paradoxale de la justice chilienne et celle du gouvernement, qui a été partie prenante dans les plaintes portées à l'encontre des Mapuche, ont démontré à l'ensemble de l'opinion publique nationale et internationale, le caractère politique du jugement bien au-dessus des critères juridiques.

L'aberration commise sur le plan du droit international a déclenché de nombreuses contestations de citoyens et d'organisations des droits de l'homme, ainsi que des partis politiques, syndicats et associations qui réclament un procès juste.

Désormais, un nouveau recours sera présenté à la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme, tout en sachant que la procédure sera extrêmement longue, ne laissant pas beaucoup de possibilités d'obtenir la libération de tous les prisonniers politiques mapuches.

Parallèlement, la demande d'**indult** a été présentée directement au président chilien sans qu'il y ait de réponse.

L'appel à la mobilisation grandit, afin de dénoncer l'État chilien sur de graves violations des droits de l'homme. D'autant plus que de nouveaux procès commenceront au mois de juillet prochain à l'égard d'autres mapuches, accusés également par la loi antiterroriste.

Nous appelons à rester vigilants face aux nouvelles machinations que l'on va tenter # de mettre en place, avec des conséquences néfastes pour les Mapuches, peuple originaire dépossédé de ses terres et de sa culture pendant des siècles.

Marrichiweu !!!

### Programme d'activités (Juin-Septembre-Octobre-

- **29 juin** : Hydroélectriques et Hydroaysén". Vidéo (Caimanes)-diaporama sur Hydroaysén-débat à la **Maison de l'Amérique Latine**
- **11 septembre** : Place S. Allende à Paris (75007), acte en hommage à S. Allende et commémoration du 38<sup>e</sup> anniversaire du Coup d'État de 1973. Organisé per AEXPPCH (France)
- **12 septembre** : **Le mouvement des étudiants au Chili à la Maison de l'Amérique Latine**
- **4 octobre** : **Présentation du livre « Il était cinq heures de l'après-midi de Pablo VARAS à la maison de l'Amérique latine**

**Association d'Ex Prisonniers Politiques Chiliens (France)**

c/o CIMADE 64, rue de Clisson – 75013 Paris, courriel : [aexppfrance@hotmail.com](mailto:aexppfrance@hotmail.com)

Site internet : [www.chiliveriteetmemoire.org](http://www.chiliveriteetmemoire.org) ou [www.chileverdady memoria.org](http://www.chileverdady memoria.org)